



Il n'y a pas d'autre solution pour ce développement que l'appui à la formation professionnelle dans ces pays. Chaque fois que nous transférons des richesses ou de la nourriture, nous commettrons une double erreur : cela aggraverait plutôt les choses plutôt que ça ne les facilitera. La seule chose qui soit transférable dans un pays, c'est la capacité technique, donc la formation ; mais pas forcément la formation des élites qui passionne tout le monde, mais la formation des techniciens de base, ce que j'appelle les sergents majors de l'économie. Il faut véritablement un véritable "plan Marshall de formation" des ouvriers, des techniciens de l'Afrique et du Maghreb, faute de quoi nous aurons les pires problèmes en Afrique et les pires problèmes en Europe.

L'Europe, quel destin ?



**Par Renaud DUTREIL,
Secrétaire d'Etat aux PME,
au commerce,
à l'artisanat,
aux professions libérales
et à la consommation**

Le Président des Etats-Unis d'Amérique a déjà répondu à cette interrogation, en parlant de la "Vieille Europe". Pour lui, la réponse est écrite dans ce vieillissement d'un continent qui

autrefois était le premier, qui aujourd'hui serait voué à être le continent de la sagesse, le continent des Anciens, le continent qui serait le réceptacle de la vieille civilisation, encadrée de structures qui petit à petit s'affaiblissent. Après tout, ce regard qu'il porte sur l'Europe n'est pas nouveau. Il s'appuie sur un certain nombre d'éléments : on peut tout à fait imaginer que l'Europe, demain, ce soit Gérontoland, le pays du grand âge, avec une population qui vieillit - c'est vrai que notre population vieillit - avec des emplois qui naîtraient essentiellement autour de ce vieillissement de la population, avec des Etats qui seraient de vieux Etats incapables de se réformer, avec des entreprises qui seraient de vieilles entreprises. C'est vrai que lorsqu'on regarde le CAC 40, et qu'on compare avec les entreprises cotées à New York, on s'aperçoit que 40 % des entreprises cotées à New York n'existaient pas en 1960 alors que notre CAC 40 a essentiellement des entreprises qui ont maintenant un âge vénérable.

Ce n'est pas ce discours de musée, ce discours d'un continent qui se refléterait en permanence dans son vieillissement, que j'ai envie de vous tenir. Je veux vous parler d'une Europe qui resterait en tête du mouvement d'humanité, orientée vers une stratégie de vitalité, de découverte et d'innovation.

- **Pour une Europe en tête du mouvement d'humanité**

L'humanité est en transformation permanente, il n'y a pas le temps de l'immobilisme, et puis de temps en temps des réformes ou des révolutions. A l'Europe de développer une stratégie de vitalité, pour l'ensemble de notre continent ! Cela nous conduit à regarder quelles sont



nos forces et nos faiblesses, à la fois en France et en Europe.

L'économie, de plus en plus, est l'économie de l'intelligence. Depuis que l'homme existe, il transforme la matière, d'abord la plus brute qui existait, la matière minérale, et on voit dans ce film de Stanley Kubrick "l'Odyssée de l'espace", un homme préhistorique lancer un os dans le ciel, auquel se substitue un satellite. L'humanité a commencé à travailler des silex ; aujourd'hui elle travaille le silicium et on arrive à mettre dans un tout petit grain, autant d'intelligence qu'il y en a dans un cerveau humain.


L'histoire de l'économie est une grande évolution vers la transformation de l'immatière : on a beaucoup transformé la matière, et de plus en plus on transforme de l'intelligence. Aujourd'hui notre économie se pèse beaucoup moins en euros qu'en neurones. Ce que l'on essaie de mesurer, c'est l'intelligence. C'est la raison pour laquelle les problèmes d'éducation, d'innovation, de recherche, sont aussi importants pour notre stratégie économique, qui conduit à bâtir une économie de l'intelligence en Europe. Que se passe-t-il aujourd'hui ? Qui est l'homme le plus riche du monde ? Bill Gates est, depuis 1997, le premier homme dans l'histoire de l'humanité, qui doit sa fortune à de l'immatière, à quelque chose d'impalpable qui est l'intelligence. Avant lui, la Reine d'Angleterre, qui est toujours la plus riche dans son pays, avait une fortune constituée de propriétés matérielles, foncières, puis indus-

trielles et financières. Mais l'année dernière, J.K. Rowling, l'auteur de Harry Potter, a doublé la Reine d'Angleterre dans le revenu annuel. Elle est à l'image de cette nouvelle économie qui se construit, fondée entre ce que nous avons entre les deux oreilles, et qui est maintenant le nouvel horizon de la croissance et du développement : la matière grise.



**Calcul, désir, plaisir :
l'économie de demain !**

Dans le cerveau, nous avons trois fonctions essentielles : le calcul, le désir et le plaisir. C'est cela, l'économie de demain. Si nous regardons la façon dont les Américains sont en train de façonner leur stratégie économique, elle s'appuie sur ces trois fonctions.



**L'économie se pèse
beaucoup moins en euros
qu'en neurones**

Le calcul, c'est évidemment Microsoft, c'est la capacité que la puissance américaine a eue à s'accaparer toutes les technologies qui s'appuient sur la puissance de raisonnement. Le cerveau humain est ce qui nous distingue des autres espèces vivantes, et sa particularité est la puissance de calcul, puissance de raisonnement, à la vitesse de la lumière. Les Américains ont bâti toute une stratégie économique sur l'appropriation de l'économie du calcul ; on voit aujourd'hui que ce sont eux qui sont les pionniers dans toutes ces nouvelles technologies de l'information et de la communication qui fonctionnent essentiellement sur les puissances du calcul.



Le plaisir, c'est quelque chose d'essentiel à l'être humain ; beaucoup d'individus sont mus par la recherche du plaisir. Les Américains, là aussi, ont construit une réussite économique sur l'industrie du plaisir. L'industrie du plaisir, c'est Hollywood. Hollywood est le plaisir moderne, c'est-à-dire le fait de se détendre en regardant des œuvres de fiction. Nos amis américains sont très fiers qu'Hollywood leur rapporte plus de devises que la plupart des secteurs industriels de leur pays. C'est l'économie du plaisir.

Puis il y a le désir. Le désir, c'est le commerce. On voit bien que le commerce aujourd'hui a évolué.

C'est autour de ces trois horizons que nous devons nous mobiliser. Schumpeter, l'économiste autrichien, décrivait l'économie comme un processus de destruction créatrice, avec des entreprises qui disparaissent et d'autres qui naissent. Au fond, on devrait s'intéresser beaucoup plus aux entreprises qui naissent, parce que ce sont elles qui portent la mutation de l'économie et qui préfigurent ce que demain sera.



Valoriser les secteurs à grande visibilité internationale

Le gouvernement essaie en ce moment de valoriser un certain nombre de secteurs qui me paraissent intéressants pour notre pays, parce qu'ils ont une très grande visibilité internationale : la gastronomie,

la haute couture, le cinéma, les métiers d'art ; ou certains secteurs comme les arts de la table, les arts de la maison pour lesquels nous sommes considérés comme les meilleurs dans le monde. C'est cette French Touch qu'il faut valoriser, cette capacité à être à la fois performant sur le plan technologique et en même temps très créatif, cette aptitude à offrir des produits globaux, c'est-à-dire des produits qui ne répondent plus seulement au critère du prix et au critère de l'usage, mais qui disent des choses à chaque être humain, qui éveillent de l'émotion, de l'esthétique, de l'intelligence, de la curiosité, de la culture.

En même temps, dans le domaine scientifique, il faut que nous investissions énormément dans les nouvelles technologies, dans les biotechnologies, dans tout ce qui permet d'inventer l'économie de demain. Il faut offrir aux Français une fierté, et la fierté naît du progrès. On a trop longtemps et trop souvent disqualifié le progrès. Le progrès est le moteur de l'économie ; si on commence à douter du progrès, on recule. Aujourd'hui, c'est un des problèmes que nous avons en France, nous avons dans notre pays un certain nombre de forces qui se sont constituées autour de l'idée inverse du progrès, qui sont devenues des forces de contre-réforme, des forces de contre-transformation. Nous avons par exemple, en France, trois forces assez étonnantes. Je vous donne trois noms : Le Pen, Blondel, Bové. On pourrait n'avoir que l'un





des trois, ce serait déjà pas mal, mais nous avons les trois. Et chacun de ces personnages, sans jugement de personnes, représente une sorte de stratégie de la peur, et ce sont des stratégies très différentes parce qu'elles portent sur des secteurs de notre développement qui sont distincts les uns des autres.



Par exemple, Le Pen, c'est, on pourrait dire, la peur de l'Europe, la peur de l'ouverture, la peur de l'autre, c'est un peu Gérontoland qu'il faut essayer de protéger, dresser des murailles pour empêcher l'autre, celui qui fait peur, celui qui risque de modifier les modes de vie. Bové, c'est la peur de la science, la peur de cette capacité qu'a l'intelligence humaine à transformer la société. Ce matin, j'écoutais la radio, et j'apprenais qu'un collectif anti-OGM s'en était pris à un champ dans lequel on cultivait des maïs trans-géniques, mais des maïs trans-géniques qui étaient destinés à lutter contre la mucoviscidose, contre une maladie terrible. Les auteurs de ces destructions illégales étaient embarrassés, parce qu'évidemment ils avaient porté atteinte à quelque chose que tous, nous voulons défendre, c'est-à-dire le progrès au service de la santé, le progrès contre la souffrance humaine. Puis, nous avons des forces syndicales. Certaines sont tournées vers la réforme, certaines comprennent

que notre système de protection sociale, s'il est mis dans le rayon supérieur du congélateur, c'est la meilleure façon d'en tuer les vitamines. Certaines forces syndicales comprennent que la réforme est nécessaire, on l'a vu avec la réforme des retraites. D'autres forces syndicales qui considèrent que ne rien faire c'est bien faire, nous font courir un risque collectif, parce que nous voulons garder notre pacte de protection sociale, nos systèmes d'assurance maladie, nos systèmes d'assurance retraite, nos systèmes de cohésion contre le chômage, contre les risques, mais nous savons que c'est en réformant ces systèmes que nous les conservons, et certainement pas en faisant comme si on pouvait les congeler.

Donc la France a, à la fois cette originalité, et on pourrait en dire autant de l'Europe, de cumuler des forces extrêmement vives de contre-réforme, et en même temps, encore une vitalité, une jeunesse, une intelligence qui tient beaucoup à sa culture, à ses traditions, à son système éducatif adapté à une économie de croissance. Ce choc est extrêmement surprenant, particulièrement en France où l'on voit les contraires s'affronter en permanence.

C'est dire que pour un gouvernement, ce n'est pas facile de piloter les changements, ce n'est pas facile de faire évoluer les choses. C'est aussi peut-être ce qui est passionnant, de participer à un gouvernement qui a le sentiment que le mouvement doit l'emporter sur l'inaction et le recul.

- **Pour une stratégie européenne de vitalité, de découvertes et d'innovation**

Pour l'Europe, ce défi permanent est posé, et nous voyons bien que nous hésitons et qu'il n'y a pas encore une stratégie européenne



très claire de vitalité, de découvertes, d'innovation. On le voit dans la croissance du PIB. C'est vrai qu'en Chine aujourd'hui, le taux de croissance est de 8 %, en Russie de 6 %, qu'aux Etats-Unis et au Japon la croissance reprend vigueur et que le vieux continent est encore un peu à la traîne. Arrêtons d'écouter les oiseaux de mauvais augure : on a beaucoup de gens en France qui font de la prévision en regardant essentiellement ce qui s'est passé dans les deux derniers mois. Aujourd'hui, le climat a changé parce que le vent de la croissance est à nouveau relancé par cette énorme soufflerie économique que sont les Etats-Unis d'Amérique. L'investissement des entreprises aux Etats-Unis repart, la Bourse repart, les consommateurs semblent indiquer que la confiance revient et donc les indicateurs économiques qui nous viennent des Etats-Unis sont bons et indiquent une reprise.

Cette soufflerie, généralement, obéissait à un deuxième mécanisme de relais : il y avait deux éoliennes, l'une en Asie - l'éolienne japonaise - et une autre en Europe - l'éolienne allemande. Il est vrai que, récemment, ces deux éoliennes étaient en panne : l'éolienne japonaise en déflation chronique depuis dix ans, et l'éolienne allemande grippée. Aujourd'hui, le Japon redémarre et l'Allemagne se redresse.

Donc la question qui se pose à la France n'est pas de savoir s'il va y avoir une reprise, mais de savoir quel est le moment de la reprise. Si nous ne faisons rien, si nous continuons à broyer du noir,

si nous continuons à écouter les oiseaux de mauvais augure, nous aurons une reprise économique dans la deuxième moitié de l'année 2004 ; si en revanche, nous recommençons à croire en nos capacités et à croire essentiellement dans nos entrepreneurs, parce que les entrepreneurs sont souvent ceux qui donnent le top départ de la reprise, à ce moment-là, nous gagnerons quelques mois précieux face à une conjoncture aujourd'hui morose mais qui devrait s'éclaircir petit à petit.

Le gouvernement poursuit une politique économique très claire, en phase avec celle d'un grand



nombre de pays européens : la politique monétaire est bien orientée, vous avez vu que le taux de l'argent n'a jamais été aussi bas et que la parité euro/dollar redevient positive, parité qui redevient plutôt une parité de soutien au développement de nos activités économiques

en Europe. La politique monétaire va dans le bon sens. Concernant la politique budgétaire, pour laquelle on nous fait à ce sujet tout un procès, nous laissons jouer les stabilisateurs économiques, c'est-à-dire que nous laissons se creuser le déficit pour empêcher qu'il y ait plus de chômeurs, pour empêcher qu'il y ait une récession dans notre pays ; c'est une politique qui nous écarte du pacte de stabilité, mais seulement temporairement. Nous privilégions le chemin de la croissance, c'est la raison pour laquelle nous baissions les impôts. Certains rêveraient de nous voir renoncer à notre stratégie de baisse



des impôts. Mais c'est également le rêve intellectuel d'un certain nombre de gens qui pensent qu'un gouvernement doit changer de stratégie tous les six mois. La force de ce gouvernement est la continuité dans l'action. Si nous baissons les impôts, ce n'est pas uniquement pour des raisons de pilotage conjoncturel, mais bien parce que nous voulons redonner aux Français l'argent qu'ils gagnent. Les Français gagnent de l'argent, c'est leur revenu, et c'est l'Etat qui arrive derrière pour prendre une partie de cet argent. A entendre certains, on a l'impression que les impôts sont la propriété numéro un de l'Etat, et que le revenu est une sorte de vol fait aux impôts. Je crois qu'il faut remettre un petit peu les choses dans le bon ordre, et bâtir des stratégies économiques qui soient lisibles, parce que la lisibilité redonne de la confiance.

Donc cette politique de croissance est en train de se mettre en œuvre, et nous pouvons espérer pour l'année 2004 au plus tard mais je l'espère pour la fin de l'année 2003, une reprise de l'activité.



La reprise viendra des entreprises

La consommation a tenu le choc pendant de nombreuses années, ces derniers mois le moteur de la consommation tournait bien, et aujourd'hui on sent quelques ratés. Pourquoi ? Parce que les consommateurs regardent essentiellement le taux de chômage. Je ne suis pas convaincu que ce soit du côté de la consumma-

tion que viendra la reprise. Je pense que la reprise viendra des entreprises, et notamment de l'investissement et des exportations : les exportations, parce que la conjoncture internationale s'améliore, et l'investissement parce qu'il est la traduction de la foi dans l'avenir que peuvent avoir les entrepreneurs d'un pays. Aujourd'hui, moderniser ses entreprises, acheter les machines, des logiciels, de l'informatique, acheter de l'intelligence, préparer son entreprise à la nouvelle compétition mondiale, c'est une nécessité pour ceux qui veulent survivre. On voit qu'il y a un certain nombre de secteurs dans lesquels l'investissement redémarre. Ceux qui

n'investissent pas aujourd'hui, commettent une erreur, et ne seront pas là au rendez-vous de la croissance.

Ceux qui investissent aujourd'hui font peut-être un acte de foi, car il est vrai que la demande n'est pas à l'heure même au rendez-vous, mais ils prennent une longueur d'avance et ils en auront tous les bénéfices demain.

Il est important que notre continent tout entier privilégie la croissance à une orthodoxie qui bien souvent, traduit son absence de confiance en lui-même. La politique que nous poursuivons, qui consiste peut-être un peu à déséquilibrer les finances publiques au profit du choix de la croissance, est un message de confiance en l'avenir que nous adressons à nos concitoyens.

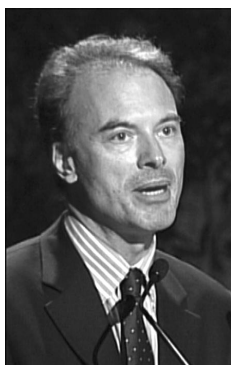
Ce message de foi dans l'avenir, nous l'avons bâti ensemble dans le secteur qui nous a occupés ces derniers temps, celui de la création d'entreprise.





**Il ne suffit pas de modifier la loi,
il faut modifier la foi**

Je dis souvent qu'il ne suffit pas de modifier la loi, il vaut modifier la foi. La foi, c'est beaucoup plus important que les lois. Les lois, en France, on passe notre temps à les modifier, on en a des stocks plein nos armoires. Ce qui est intéressant c'est de modifier la foi, c'est-à-dire



les comportements. On l'a vu par exemple, avec les accidents de la route : on a modifié beaucoup plus la foi, le comportement de ceux qui conduisent, que la loi. En matière de création d'entreprise, je vois dans la capacité qu'ont les Français à re-croire en eux-mêmes et à croire dans leurs entrepreneurs, une source de jouvence, une source de confiance. Ce seul mouvement, en soi très important, est annonciateur de la reprise économique et votre réseau y contribue avec efficacité.



**Une Europe volontariste
renouerait avec ses origines**

La croissance, ça se crée, ça se décide, ça se façonne. Trop souvent, nous sommes passifs devant notre propre destin. Une Europe qui redeviendrait active, qui redeviendrait volontariste, renouerait avec ses origines.

Les autres civilisations du monde ont leur richesse, leur charme, leur beauté, leur séduction intellectuelle ; mais cette conception du temps qui est

celle du progrès est une création européenne et méditerranéenne. Trop souvent nous avons renié cette civilisation du progrès. A travers la reprise de la croissance, à travers l'innovation et la science, à travers une politique qui soutient les transformations sociales, nous nous retrouvons nous-mêmes, et donc nous sommes davantage européens que nous ne pourrions jamais l'avoir été.



**Retrouver l'unité
de l'anneau méditerranéen**

Un dernier mot sur l'endroit où nous sommes : nous sommes au milieu de la Méditerranée et on peut regretter cette fracture de la Méditerranée. La Méditerranée est source de la philosophie et du commerce. C'est autour de la Méditerranée qu'ont été inventées les trois grandes religions monothéistes, c'est ici qu'a également été inventée la comptabilité en partie double. Tout cela fait le monde, et on en voit bien à la fois les inconvénients et les avantages. Donc cet espace méditerranéen est comme un anneau qui a été brisé : il y a d'un côté le nord, et de l'autre côté le sud. L'un des défis que nous aurons à relever dans les années qui viennent, c'est retrouver l'unité de l'anneau méditerranéen, c'est de réconcilier le nord de la Méditerranée avec le sud, un sud qui a une extraordinaire jeunesse puisque près de la moitié de la population des pays du sud de la Méditerranée a moins de vingt ans.

L'Europe, nous l'avons construite, cela a été la grande œuvre des vingt dernières années, en nous développant vers le nord et vers l'est.



**Demain, le défi sera
de regarder vers le Sud**



Le défi demain sera de regarder vers le Sud, et effectivement les difficultés sont grandes. Jean-François Bernardin évoquait le problème de la Turquie, le problème de ces pays qui sont plus loin de l'espace continental européen du fait de la civilisation, de la religion, des habitudes et des niveaux de vie. Mais nous avons à bâtir des solutions inédites. Si nous dressons une muraille au bas de la Méditerranée, nous nous exposons à des chocs dont nous ne mesurons pas encore aujourd'hui les conséquences, mais qui seront terribles. On le voit dans les conflits qui sont nés autour de la Méditerranée, cette mer de passion, de violence, de tragédie qui est probablement un des espaces les plus chauds de la planète, non pas du fait de son climat, mais des hommes qui y vivent, du choc des civilisations dont la Méditerranée a toujours été le théâtre. En parler en Corse, c'est important parce que cela montre que la Méditerranée est quelque chose qui a une réalité économique. Nous pouvons, même si ce n'est pas la réalité immédiate de l'Europe, rêver, envisager des projets. C'est aussi une des forces du Président de la République d'avoir constamment ce souci du Sud, de penser que l'Europe est un espace au milieu d'un ensemble encore plus grand qui est celui de la globalisation, celui du monde, et donc essayer de trouver des passerelles en permanence pour que les autres espaces qui nous entourent, nous comprennent mieux.

La force des économies d'aujourd'hui, ce sont les réseaux. Je ne connais pas beaucoup de réseaux comme celui des Chambres de Commerce et d'Industrie et nous avons, avec votre réseau, une sorte d'objectif commun qui est de participer à ce réveil de notre pays, ce réveil de la croissance. Le gouvernement compte beaucoup sur vous, je sais que les entrepreneurs de France comptent

beaucoup sur le gouvernement, et c'était important de repartir aujourd'hui, au mois de septembre, avec des objectifs précis et surtout la volonté de travailler ensemble.

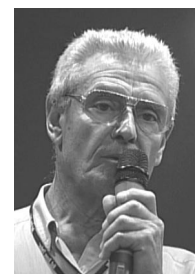


Jean AGNES _____
président de la CCI de Lyon.

J'observe que dans les quinze pays de l'Union européenne, c'est la France qui a le plus d'exigences en matière de communications financières, bilans, comptes de résultat concernant ses entreprises. Aucun autre pays de l'Union européenne n'a les mêmes obligations que les millions de PME qui font la force économique de ce pays. Pourquoi ce problème n'est-il pas réglé ? Pourquoi nos concurrents ont-ils beaucoup plus d'informations sur nous que l'inverse ?



Pierre PY _____
président de la CCI de Meaux.



Dans l'affaire Europe, jusqu'où va aller la solidarité ? En Allemagne, certains pensent que les difficultés écono-